

Kalaallit Nunaat
Groenland



Élections législatives

Des élections ont eu lieu pour obtenir 31 sièges parlementaires au *Inatsisartut* (le parlement groenlandais), le 24 avril 2018. Conformément à la loi sur l'*Inatsisartut* et le *Naalakkersuisut* (gouvernement du Groenland), le Premier ministre est tenu d'organiser les élections avant la fin du mandat de 4 ans précédent.¹ Le Premier ministre Kim Kielsen a décidé d'organiser les élections 7 mois avant. Pendant les élections, 29 294 des 40769 votants se sont rendus aux urnes et ont donné une petite victoire au plus grand parti, *Siumut*. Les deux plus grands partis, *Siumut* et *Inuit Ataqatigiit*, ont perdu respectivement 2 et 3 sièges alors que les démocrates et le *Partii Naleraq* en ont obtenu. Les nouveaux partis *Samarbejdspartiet* (parti de la coopération) et le *Nunatta Qitornai* (les descendants de notre pays) font maintenant partie du *Inatsisartut*.² 6 partis sont représentés au *Inatsisartut*, et en plus de ceux mentionnés plus haut, on compte le *Partii Naleraq* (Parti du point d'orientation) et l'*Atassut* (Solidaire). Après les élections, une coalition du *Siumut*, *Atassut*, *Partii Naleraq* et *Nunatta Qitornai* a reformé le gouvernement groenlandais. Le *Partii Naleraq* a quitté la coalition en septembre alors que les autres partis sont restés et ont créé un gouvernement minoritaire avec le soutien des démocrates.

Les changements dans la législation

En raison des élections, l'*Inatsisartut* a seulement tenu une assemblée en 2018, au lieu de deux habituellement. La législation la plus contestée au cours de cette assemblée est celle relative aux conditions-cadres pour la construction, la gestion et le financement de l'aéroport international prévu à Nuuk, la capitale et à Ilulissat ainsi qu'un aéroport régional à Qaqortoq.³ Les discussions principales cherchaient à savoir si les finances publiques devaient être utilisées en priorité pour la construction d'aéroports ou d'autres projets dans les collectivités, par exemple pour traiter les problèmes sociaux, quelles villes devraient être choisies pour la construction des aéroports ainsi que la taille des pistes d'atterrissage. Quoique la législation ne soit pas strictement liée aux droits autochtones, c'est une décision primordiale pour le développement futur du pays. De plus, le financement des aéroports est fortement lié à une discussion en cours au sujet du financement international et de l'emprunt. En septembre 2018, les gouvernements danois et groenlandais ont signé un accord permettant au Danemark d'investir 700 millions de couronnes danoises (109 millions de dollars) pour être actionnaire à 33% dans les *Kalaaliit Airports*, l'entreprise gouvernementale qui prévoit de construire, détenir et faire la gestion des nouveaux aéroports à Nuuk et Ilulissat.⁴ Le *Partii Naleraq* a quitté la coalition à cause de la participation du Danemark dans le projet aéroportuaire. Les membres ont expliqué que cela remettait en question la capacité du Kalaallit à conduire un projet lorsque le gouvernement danois intervenait dans celui-ci. Ils ne souhaitent pas participer à un développement qui compromettrait leur objectif d'indépendance de leur pays.⁵

Le réchauffement climatique

Les conséquences du réchauffement climatique affectent sérieusement les populations autochtones vivant en harmonie avec leur territoire et leurs ressources naturelles biologiques. Les cultures inuit dépendent du territoire et de la mer, et la durabilité de l'environnement arctique et de ses ressources est cruciale pour les communautés du

Groenland. Le rétrécissement de la glace de la mer arctique, qui permettait de traverser le territoire l'hiver est un exemple concret. En 2018, le Centre National de Données sur la Neige et la Glace a rapporté que le couvert de glace océanique était historiquement bas.⁶

L'économie groenlandaise repose essentiellement sur l'industrie de la pêche qui représente 85% des exportations du pays. *Climate Greenland*, le site internet du gouvernement groenlandais dédié au réchauffement climatique dans le pays, fait un bilan des zones où l'on s'attend à ce que le réchauffement climat touche l'industrie de la pêche. La pêche à la crevette sera très affectée, provoquant une diminution du montant total de crevettes exploitées. Les températures maritimes plus élevées qui entraînent une augmentation de la population de morue qui se nourrit de crevettes expliquent cette baisse.⁷ Le réchauffement climatique incite également l'accès au développement industriel, comme l'industrie minière, l'extraction de pétrole et de gaz, et certains types de pêche et d'entreprise maritime.

L'accord international d'industrie de la pêche concernant l'Océan glacial arctique

Le 3 octobre 2018, le ministre groenlandais de la Pêche, de la Chasse et de l'Agriculture a présidé une cérémonie de signature d'un Accord dont le but est d'empêcher la pêche non réglementée en haute mer dans l'Océan glacial arctique. Les parties signataires de l'accord sont le Canada, les États-Unis, la Fédération de Russie, le Royaume de Norvège, le Royaume du Danemark (qui comprend les îles Féroé et le Groenland), l'Islande, l'Union européenne, la République de Corée, le Japon et la République populaire de Chine. En signant ce traité, toutes les parties se sont engagées à une coopération scientifique et à travailler en vue d'une gestion durable de la pêche dans l'Océan arctique.⁸

L'Accord renvoie à la Déclaration des Nations Unies des droits des peuples autochtones (DNUDPA), qui reconnaît les intérêts des: (...)

*peuples autochtones de l'Arctique, dans la conservation sur le long-terme et l'usage durable des ressources maritimes et dans les écosystèmes marins sains dans l'Océan arctique, soulignant l'importance de leur participation et celle des communautés; ainsi que le désir de promouvoir l'usage du savoir scientifique et autochtone et le savoir local sur les ressources marines de l'Océan arctique et les écosystèmes qui sont essentiels pour la conservation des produits de la pêche et la gestion de la zone en haute-mer (partie centrale) de l'Océan arctique.*⁹

L'Accord souligne l'importance d'introduire les savoirs autochtones et locaux afin de s'assurer qu'ils soient utilisés comme source primaire en complément du savoir scientifique.

Le dixième anniversaire de la déclaration d'Ilulissat

Courant 2018, le Groenland a célébré le dixième anniversaire de la Déclaration d'Ilulissat des 5 États côtiers de l'Arctique. Ces 5 États sont le Canada, le Royaume du Danemark, la Norvège, la Russie et les États-Unis. Un des objectifs clés de la Déclaration était d'éviter un nouveau régime international qui gouvernerait l'Océan arctique et un accord qui conclurait toute revendication coïncidente conformément à la législation internationale.¹⁰

La signature de la Déclaration d'Ilulissat par seulement les 5 États côtiers arctiques (A5) était discutable et a subi la résistance des représentants autochtones, des ONG, de l'UE et des États non côtiers. Ces groupes n'ont pas été invités à signer la Déclaration et ont déclaré que les A5 nuiraient aux institutions régionales existantes, comme le Conseil de l'Arctique.¹¹

Les représentants autochtones avaient été invités à la commémoration de 2018, avec les pays membres du Conseil de l'Arctique. C'était une initiative bienvenue et quelques représentants autochtones en ont profité pour faire prendre conscience du risque de compromission des peuples autochtones en raison de l'intérêt grandissant porté au potentiel économique de l'Arctique.¹²

L'exploitation minière

L'exploration des ressources naturelles au Groenland constitue un intérêt croissant. Il existe actuellement 6 permis d'exploitation, 61 permis d'exploration, 9 permis de prospection et 56 permis à petite échelle à travers le pays.

Hudson Greenland A/S a commencé ses activités dans la mine d'anorthosite à Kangerlussuaq. La mine d'anorthosite est l'une des deux mines qui produisent le plus, l'autre étant la mine de rubis à Qeqertarsuaat.¹³

Les activités minières représentent à la fois plus d'emplois et plus de matériaux naturels qui sont une source de revenus pour la trésorerie nationale. Les activités ont néanmoins suscité une polémique au niveau national, au Danemark et même au niveau international.

À Narsaq dans le sud du Groenland, le projet des terres rares créé par la société australienne *Greenland Minerals and Energy* suscite une grande inquiétude en raison des conséquences environnementales d'une mine potentielle à ciel ouvert. La zone de Narsaq est connue pour ses élevages de moutons, son bétail et l'agriculture. Un des défis avec la mine serait de savoir comment gérer les résidus et l'eau radioactive, le souci étant que les déchets finiront dans la rivière et dans la ville. Pour d'autres, cependant, la mine représente la prospection de nouveaux emplois et un développement nécessaire. Pour le Danemark et l'international, le problème majeur semble être le montant de 12% d'actions prise par la Chine, et comment cela pourrait avoir des implications géopolitiques.

Naalakkersuisut s'attend à plusieurs activités similaires en vue, reposant sur un marché international ouvert à l'offre et la demande en minerais.

Le rapport du Rapporteur spécial des Nations-Unies sur les déchets dangereux.

En septembre 2018, le Rapporteur spécial des Nations-Unies sur les déchets dangereux a publié son rapport concernant les implications pour les droits humains, la gestion environnementale saine et le stockage des substances dangereuses au cours de sa mission au Danemark et au Groenland.

Les problèmes liés au nettoyage après la présence militaire des États-Unis au Groenland étaient la raison de sa visite. Dans son rapport, le Rapporteur a souligné:

*l'exclusion totale de la population locale dans les décisions passées pendant la présence de l'armée américaine dans le pays a alimenté des tensions graves et a eu comme conséquence des violations passées reconnues, comme le déplacement de la population qui habitait à l'origine le territoire où la base aérienne de Thulé a été construite. Encore aujourd'hui, le manque de transparence par l'armée américaine sur la nature de toutes les matières dangereuses déployées au Groenland est une source d'inquiétude.*¹⁴

Le Rapporteur a souligné l'injustice faite aux communautés groenlandaises et arctiques par la contamination des ressources naturelles biologiques dont dépendent les Inuit par des polluants aux origines étrangères. Le rapport a mis en lumière qu'avec de plus en plus d'autonomie, les inquiétudes autour de la gestion des déchets dangereux sont apparues. Comme le Groenland compte une petite population et est un vaste territoire, cela pose de sérieux problèmes aux autorités. Les rapports soulignent qu'en raison de sa vulnérabilité à la pollution provenant d'autres parties du monde, le Groenland a besoin du soutien de la communauté internationale quand il s'agit de trouver des solutions aux grands problèmes environnementaux.¹⁵

L'Assemblée générale du Conseil circumpolaire inuit (CCI)

CCI est une organisation internationale autochtone représentant approximativement 160 000 Inuit habitant les régions arctiques de l'Alaska, du Canada, du Groenland et de la Tchoukotka, en Russie. Le CCI est la seule organisation autochtone au Groenland et elle participe aux auditions et consultations nationales et internationales concernant les droits des autochtones et représente également les Inuit au niveau international. Le CCI du Groenland surveille les développements au niveau national qui peuvent avoir des implications sur les droits des autochtones.

La Déclaration *Utqiagvik*, adoptée par le CCI lors de son Assemblée générale de 2018 en Alaska, a souligné, entre autres :

- la nécessité de soutenir les réglementations minières responsables;
- la nécessité d'utiliser le savoir autochtone afin de conseiller tous les processus futurs de l'accord dont le but est d'empêcher la pêche non régularisée en haute-mer dans l'Océan central arctique ;
- la nécessité d'explorer et de continuer la possibilité de cartographier la glace maritime inuit et l'utilisation de la mer côtière ainsi que les dimensions multiples de l'utilisation de la glace maritime dans l'Arctique.

La Déclaration reflète les actions du CCI et les priorités pour les 4 prochaines années. Cela offre un aperçu aux zones d'études prévues pour les Inuit du Groenland.

La coopération internationale et la coordination de l'engagement inclusif dans les forum internationaux, y compris au Nations-Unies, font partie de ces zones d'études. La communauté internationale et la législation internationale ont un effet direct sur les villages inuit et le CCI reconnaît la nécessité d'améliorer leur capacité à s'engager pleinement dans cette collaboration, comme le Conseil de l'Arctique.¹⁶

D'autres problématiques comprennent la santé, la sécurité alimentaire et le suicide. Les hommes et femmes nés au Groenland ont une espérance de vie plus courte que la moyenne dans le monde occidental, la première cause étant le taux élevé de mortalité par accident et suicide. Sur 435 décès, on comptait 32 suicides en 2015¹⁷ et une

comparaison des taux de suicide de la population publiés par *Statistics Greenland* en 2011 dépasse ceux publiés par l'Organisation mondiale de la Santé pour la Guyane, le pays avec le taux de suicide de population le plus élevé du monde cette année-là.¹⁸ Ainsi le suicide continue d'être un problème grave pour la société inuit.

Notes and références

1. Inatsisartutlov om Inatsisartut og Naalakkersuisut, para 26, compiled April 2018.
2. Parliament Election 2018, Available at: <http://bit.ly/2TejwbK>
3. Inatsisartutlov nr. 4 af 22. November 2018 om rammebetingelser for anlæg, drift og finansiering af international lufthavn i Nuuk og i Ilulissat samt regional lufthavn i Qaqortoq. Available at: <http://bit.ly/2TaR5jl>
4. Aftale mellem regeringen og Naalakkersuisut om dansk engagement i lufthavnsprojektet i Grønland og styrket erhvervssamarbejde mellem Danmark og Grønland, Nuuk, 10 September 2018. Available at: <http://bit.ly/2TaQxdE> See KAIR, at: <http://bit.ly/2TatC2a>
5. Partii Naleraq har forladt koalitionen, KNR, 9 September 2018, Available at: <http://bit.ly/2T9Eai5>
6. Arctic Sea Ice News and Analysis, Available at: <http://bit.ly/2TejO2u>
7. Fisheries, Climate Greenland, Available at: <http://bit.ly/2T9DSrv>
8. Arctic Agreement Signed in Greenland, October 2018, Naalakkersuisut, Available at: <http://bit.ly/2TbniY9>
9. Agreement to Prevent Unregulated High Seas Fisheries in the Central Arctic Ocean, preamble, October 2018
10. Ilulissat Declaration, Ilulissat, 28 May 2008
11. Learning from the Ilulissat Initiative State Power, Institutional Legitimacy, and Governance in the Arctic Ocean 2007-18, Jon Rahbek-Clemmensen & Gry Thomasen, University of Copenhagen Centre for Military Studies, February 2018
12. Statement Ilulissat, Saami Council, 13 Juni 2018 Available at: <http://bit.ly/2TbmZfx>
13. Grønland har nu to aktive miner i production, Naalakkersuisut, 6 December 2018, accessed at: <http://bit.ly/2TzkSly>
14. Chinese investments in Greenland raise US concerns, Hans Lucht, 20 November 2018, accessed at: <http://bit.ly/2TzW10W>
15. Ibidem.
16. Grønland har nu to aktive miner i production, Op. Cit.
17. See OHCHR, "Denmark must extend toxic substance protection standards beyond its borders" Available at: <http://bit.ly/2TeEl64>
18. See A/HRC/39/48/Add.2, "Report of the Special Rapporteur on the implications for human rights of the environmentally sound management and disposal of hazardous substances and wastes on his mission to Denmark and Greenland." 10 September 2018. Available at: <http://bit.ly/2TaPSca>
19. Utqiagvik Declaration 2018, p. 2-3, July 2018
20. Greenland in Figures 2018, Statistics Greenland
21. The Epidemiology of Suicide in Young Men in Greenland: A Systematic Review, Hannah Sargeant; Rebecca Forsyth & Alexandra Pitman, November 2018, Available at: <http://bit.ly/2TeNbWW>

Cet article a été élaboré par l'équipe de rédaction de IWGIA.

Source : IWGIA, The Indigenous World 2019

Traduction pour le GITPA par **Constance Vaganay**